

Ahmed Laaouej (PS), ministre bruxellois : « Je respecte la minorité néerlandophone »

Bruzz - Johan Baeten, Steven Van Garsse – 28 avril 2026

Traduction libre avec DeepL.com

<https://www.bruzz.be/actua/politiek/brussels-minister-ahmed-laaouej-ps-ik-respecteer-de-nederlandstalige-minderheid-2026-04-28>

En opposant son veto à la N-VA, le chef du PS bruxellois Ahmed Laaouej a joué un rôle clé dans la crise politique la plus grave de l'histoire de la Région. En tant que ministre, il entend faire taire les « détracteurs de Bruxelles ». « La formation du gouvernement relevait bien plus de l'idéologie que de calculs politiques. »

Lire aussi : Laaouej prévoit des subventions pour venir en aide aux plus vulnérables

Que le PS ne voulait pas d'un nouveau gouvernement bruxellois, qu'Ahmed Laaouej méprisait les Flamands ou qu'il brigait les clés de la présidence du gouvernement : dans un long entretien avec BRUZZ, la figure de proue du PS balaye toutes les accusations portées à son encontre dans la saga de la formation comme étant « scandaleusement fausses ».

Il veut aller de l'avant. Le costume de ministre de l'Action sociale, de la Solidarité, de l'Égalité des chances, des Administrations locales et de la Déscolarisation semble lui aller comme un gant, à ce Laaouej politiquement avisé, qui trace pourtant pour la première fois les grandes lignes en tant que membre du gouvernement.

« Je suis un bourreau de travail », déclare-t-il à la brasserie Ommegang. « Mais il ne nous reste plus que trois ans pour faire la différence pour les Bruxellois et rendre la ville plus propre et plus sûre, en nous inspirant de la prospérité et de la solidarité des Bruxellois. C'est un gouvernement responsable, mais nous ne voulons laisser personne de côté. »

Vous avez donc du pain sur la planche. Le dernier Baromètre du bien-être ne dresse pas un tableau très réjouissant de Bruxelles. Près d'un quart des Bruxellois risquent de sombrer dans la pauvreté.

Ahmed Laaouej : Ce n'est un secret pour personne que des politiques menées à d'autres niveaux mettent notre société sous pression. Pensez à la limitation dans le temps des allocations de chômage ou aux attaques contre les services publics.

Nous sommes en outre confrontés à un nombre croissant de faillites et traversons depuis des années une vague de crises. L'impact de la guerre au Moyen-Orient se fait fortement sentir. C'est précisément pour cette raison que nous devons veiller à ce que la sécurité sociale joue son rôle d'amortisseur social. Les crises économiques ne doivent pas entraîner de crises sociales. Malheureusement, c'est ce que nous constatons. Grâce aux politiques menées à d'autres niveaux.

Vous pointez du doigt le gouvernement fédéral, mais vous faites vous-même partie d'un gouvernement bruxellois d'austérité.

Laaouej : Ce n'est pas vrai. Nous avons pu mettre l'accent sur le pouvoir d'achat. Pensez par exemple au maintien des tarifs préférentiels de la STIB. Nous investissons dans les hôpitaux publics. Et en tant que socialistes, nous nous engageons pleinement dans la lutte que mènera le gouvernement bruxellois pour mettre plus de personnes au travail.

Le gouvernement bruxellois cherche encore à économiser 1 milliard d'euros en trois ans. N'est-ce pas là un gouvernement d'austérité ?

Laaouej : C'est un gouvernement responsable et le PS s'est battu contre les politiques antisociales. L'année dernière, un plan prévoyait de licencier trois mille fonctionnaires, de réduire de cent millions d'euros les budgets des communes, d'éliminer le déficit budgétaire en deux ans... Nous avons empêché cela.

Les choix que nous faisons sont très nuancés. Il suffit de regarder les moyens alloués à la santé, à la lutte contre le sans-abrisme ou aux contrats de travail subventionnés : ils sont maintenus, voire renforcés.

Certes, le PS fait partie du gouvernement depuis la création de la Région bruxelloise. Bruxelles compte quarante mille chômeurs de longue durée, dont une partie est sans emploi depuis plus de vingt ans. Cela ne pouvait tout de même pas durer éternellement ?

Laaouej : Nous devons surtout nous concentrer sur les personnes très éloignées du marché du travail pour cause de maladie, d'exclusion sociale, d'âge... Ce n'est pas avec des sanctions que nous renverserons la tendance. Je crois en un meilleur accompagnement et en des formations adaptées.

Cette approche n'a apparemment pas fonctionné.

Laaouej : Ce n'est pas un problème bruxellois, mais un problème urbain. Dans certaines villes flamandes et wallonnes aussi, il existe des quartiers où des personnes vulnérables et peu qualifiées n'arrivent tout simplement pas à trouver un emploi.

Le ministre-président Boris Dilliès (MR) souhaite mettre en avant le travail manuel.

Laaouej : Je soutiens pleinement cette idée. Je pense également à des initiatives permettant aux jeunes d'apprendre un métier en partie à l'école et en partie en entreprise. Nous allons renforcer ces partenariats. Nous intensifions également la lutte contre le décrochage scolaire.

Revenons une dernière fois à la formation. Début

En février, il y a soudainement eu une percée, apparemment grâce au tandem formé par Dirk De Smedt (Anders) et vous-même.

Laaouej : Il s'agit de l'avenir de Bruxelles, pas d'un quelconque axe entre le PS et Anders.

Fin novembre, vous étiez encore aux prises avec le président d'Anders, Frédéric De Gucht, et une énième série de négociations avait échoué.

Laaouej : Nous avons conclu un accord fondé sur le bon sens. Chacun a fait des concessions. Le parti libéral Anders a obtenu des baisses d'impôts et un équilibre budgétaire en 2029, ce

avec quoi nous sommes d'accord. Parallèlement, Anders comprend notre exigence d'accorder davantage de moyens aux communes et de maintenir les investissements dans le logement social. Nous avons trouvé un solide équilibre.

Comment se fait-il que les libéraux et les socialistes se soient soudainement entendus au début de cette année ?

Laaouej : Lorsque l'initiative Guinness d'Yvan Verougstraete a échoué, les contacts entre les familles libérale et socialiste se sont intensifiés.

Entre-temps, le gouvernement n'arrivait plus à rien dans le cadre des affaires courantes.

Laaouej : Le PS souhaite également remettre de l'ordre dans les comptes bruxellois, c'est pourquoi un gouvernement à part entière était nécessaire. Nous n'avons pas réussi à mettre sur pied un budget au sein du gouvernement démissionnaire. Dirk De Smedt, en tant que ministre du Budget, en était parfaitement conscient. Il a joué un rôle de premier plan dans la formation du gouvernement bruxellois.

Il est connu pour être un libéral intransigeant.

Laaouej : Et c'est un négociateur redoutable. Mais il connaît les chiffres et est très attaché à la Région bruxelloise.

Vous travaillez désormais ensemble pour redonner vie au plan directeur sur le sans-abrisme.

Laaouej : J'ai découvert chez Dirk un réflexe très humaniste. Nous avons déjà mis en place des mesures d'urgence pour offrir un toit aux enfants qui doivent vivre dans la rue. Nous travaillons actuellement à l'élaboration d'un plan à long terme.

Le gouvernement injecte pourtant des fonds dans Kanal et le projet Neo, deux dossiers qui portent clairement la marque du PS.

Laaouej : Nous voulons rendre Bruxelles plus attrayante. Ces deux initiatives créent des emplois et stimulent l'économie. Des investissements colossaux ont déjà été réalisés dans Kanal. Nous devons désormais en tirer le meilleur parti, en gardant un œil ouvert sur le quartier, alors que Kanal s'est lancé à la recherche de fonds privés.

Cela semble être le fil conducteur de l'accord de gouvernement : un budget rigoureux, mais aussi la promotion de certains investissements. Pourquoi ?

Laaouej : Absolument. Nous voulons donner un nouvel élan à Bruxelles. Neo, le site Audi, le Port : nous voulons faire preuve d'ambition et poursuivre le développement de Bruxelles. De grands pôles économiques nous aideront dans la lutte pour l'emploi. On a beaucoup critiqué Bruxelles ces dernières années, nous ne devons pas nous mettre sur la défensive, mais au contraire jouer nos propres atouts.

Quel regard portez-vous sur cette formation de gouvernement dramatique ?

Laaouej : Chaque parti peut se satisfaire de l'accord de gouvernement. La formation a été davantage une question d'idéologie que de calculs politiques. Vous avez évoqué le Baromètre

du bien-être. Eh bien, on ne peut tout de même pas s'attendre à ce que le PS accepte toutes sortes de mesures antisociales ?

Écoutez, j'ai entendu toutes sortes de choses. « Le PS veut le poste de ministre-président. » « Le PS ne veut pas faire d'économies. » « Le PS ne veut pas former de gouvernement. » « Laaouej est contre les Bruxellois flamands. » Toutes ces allégations sont scandaleusement fausses. Je respecte la minorité néerlandophone. C'est précisément pour cette raison que je ne voulais pas laisser Bruxelles entre les mains de personnes qui méprisent Bruxelles.

Vous avez tout de même obtenu votre coalition de rêve, sans la N-VA.

Laaouej : Cette majorité était déjà sur la table en juin 2024. Malheureusement, certains ont laissé passer à l'époque la coalition qui est aujourd'hui au pouvoir.

Vous parlez du CD&V ?

(Laaouej reste silencieux).

Avez-vous toujours l'intention de présenter des listes PS néerlandophones en 2029 ?

Laaouej : Nous n'avons pas abandonné cette idée. Des camarades néerlandophones qui ne se reconnaissent pas dans la ligne du parti Vooruit sont demandeurs. Cela tient à la politique de l'Arizona. Donc oui : nous allons poursuivre dans cette voie.

Que pensez-vous du ministre-président Boris Dillies (MR) ?

Laaouej : Il sait écouter et fait de bonnes synthèses. C'est bien sûr ma première expérience en tant que membre du gouvernement, mais je ne peux pas imaginer qu'un gouvernement puisse bien fonctionner si un ministre-président décidait de tout de son propre chef. La situation est déjà si complexe : néerlandophones, francophones, rouges, bleus, verts, orange, turquoise.

Vos partis se rejoignent également sur le plan de la mobilité.

Laaouej : Par exemple, lorsqu'il s'agit des aspects sociaux dans le dossier LEZ, je me sens plus proche du MR que d'Ecolo. Avec Ecolo, nous avons bien discuté des aspects sociaux, mais cela n'a abouti à rien.

Lors des discussions sur la zone à faibles émissions, le gouvernement avait déjà pris une décision. Une amende unique de 350 euros sera désormais infligée aux conducteurs de véhicules Euro 2 et Euro 5, mais seulement à partir du mois de juillet.

Laaouej : Dans le débat sur la zone à faibles émissions, deux visions de la société s'affrontent. Certains affirment qu'il faut changer radicalement le comportement des gens, d'autres souhaitent prévoir des mesures transitoires. L'accord de gouvernement est clair : nous évoluons vers un pass annuel de 350 euros afin de permettre aux propriétaires de voitures non autorisées à circuler dans la zone à faibles émissions d'y accéder tout de même.

Ce système ne peut pas entrer en vigueur dès demain. Il faudra des mois pour mettre tout en place sur le plan juridique. D'où cette amende unique de 350 euros.

Le PS souhaite certes exempter un grand nombre de personnes de cette amende. Mais la LEZ ne va-t-elle pas alors passer à côté de son objectif : améliorer la qualité de l'air ?

Laaouej : L'accord de gouvernement prévoit une telle exemption pour certaines catégories de la population : certaines professions et les personnes vulnérables. Selon nous, le seul critère identifiable à cet effet est le droit à l'allocation majorée.

Cela représente un groupe important à Bruxelles.

Laaouej : Mais toutes les personnes bénéficiant d'une allocation majorée ne possèdent pas leur propre voiture.

La ministre de la Mobilité, Elke Van den Brandt (Groen), se retrouvera en tout cas souvent isolée lorsqu'il s'agira de mobilité.

Laaouej : Je pense qu'il serait bon que nous essayions de mieux comprendre nos positions respectives, disons-le ainsi. Restons fidèles à l'accord de gouvernement et évitons de lancer trop de slogans dans la presse.

Un nouveau plan de mobilité va voir le jour, mais selon la ministre Van den Brandt, les principes de Good Move ne changeront guère.

Laaouej : La vigilance des riverains concernés par les plans de circulation s'est accrue en raison de toute la polarisation autour de Good Move ces dernières années. Indépendamment de cela, une concertation accrue avec les riverains est essentielle et nous misons sur une circulation plus fluide et plus dense ainsi que sur une sécurité routière améliorée.

Comment éviter une telle crise de formation en 2029 ?

Laaouej : Il faut changer de méthode. Les formateurs de chaque groupe linguistique doivent agir de concert, et non chacun de leur côté. Je plaide pour un collège électoral unifié et des listes bilingues, mais l'accent ne sera pas mis sur les réformes institutionnelles au cours des trois prochaines années. En ces temps difficiles, nous devons apporter une réponse se concentrer sur l'urgence sociale.

Pour finir : comment se passe votre apprentissage du néerlandais ?

Laaouej : Je prends des cours deux à trois fois par semaine avec ma professeure, Anne. (En néerlandais) C'est une bonne méthode, qui fait beaucoup appel à la parole.

Un ministre-président bruxellois doit-il être parfaitement bilingue ?

Laaouej : Le ministre-président doit pouvoir parler et comprendre le néerlandais. Bon, Boris Dillies a été très sévèrement critiqué. Je sais bien comment ça se passe en politique, j'ai moi-même essuyé des coups durs dans la presse flamande. Mais le samedi de sa prestation de serment, il venait tout juste de se lever. Il faut lui laisser un peu de temps. Il travaille son néerlandais.